

À la pompe ou à la table : des prix qui dictent l'inflation

Mensuel économique de septembre 2025

Le commentaire de notre économiste

L'augmentation de l'inflation en août s'explique surtout par le ralentissement de la chute des prix de l'essence ainsi que par la forte progression du coût de la viande, notamment du bœuf. Ces pressions haussières ont toutefois été partiellement compensées par le recul du prix des voyages organisés et des fruits frais. Dans ce contexte, la récente décision de la Banque du Canada d'abaisser son taux directeur de 2,75 % à 2,50 % reflète la volonté de soutenir l'économie alors que l'inflation se situe de nouveau dans la cible, un choix qui vise à équilibrer la relance économique et la stabilité des prix. Les gouvernements devraient ainsi concentrer leurs interventions sur l'amélioration de la productivité et de l'offre, plutôt que sur des mesures de stimulation de la demande qui risqueraient de nourrir de nouvelles pressions inflationnistes.



Miguel Ouellette
Directeur et économiste
miguel.ouellette@mallette.ca

Actualité économique

Moins de luxe, plus d'essentiels : le nouveau visage de nos dépenses

La mise à jour 2025 du panier de l'indice des prix à la consommation (IPC) révèle une transformation notable par rapport à 2015. Le logement représente maintenant 29,4 % des dépenses des consommateurs, contre 27,2 % il y a 10 ans, confirmant l'importance croissante des loyers et des coûts hypothécaires dans les budgets des ménages. Les aliments gagnent aussi du terrain, passant de 16,2 % à 16,9 %, un poids qui s'explique par la hausse persistante des prix à l'épicerie. En contrepartie, les vêtements et chaussures reculent nettement, de 5,4 % à 4,4 %, tout comme les loisirs, qui passent de 10,9 % à 10,1 %.

Le transport, qui représentait près de 20 % du panier en 2015, n'en pèse plus que

16,9 % aujourd'hui, après avoir fortement chuté en 2020 avec la baisse des dépenses liées à la mobilité. Enfin, la catégorie des boissons alcoolisées, produits du tabac et cannabis a temporairement grimpé avec la légalisation, mais recule à 4,0 % en 2025. Ces ajustements traduisent un changement clair des comportements : en dix ans, les ménages ont dû concentrer une plus grande part de leurs dépenses sur les besoins essentiels comme se loger et se nourrir, au détriment des achats discrétionnaires. L'IPC est ainsi devenu plus sensible que jamais à la dynamique des prix immobiliers et alimentaires, ce qui accentue leur rôle dans la trajectoire de l'inflation canadienne.



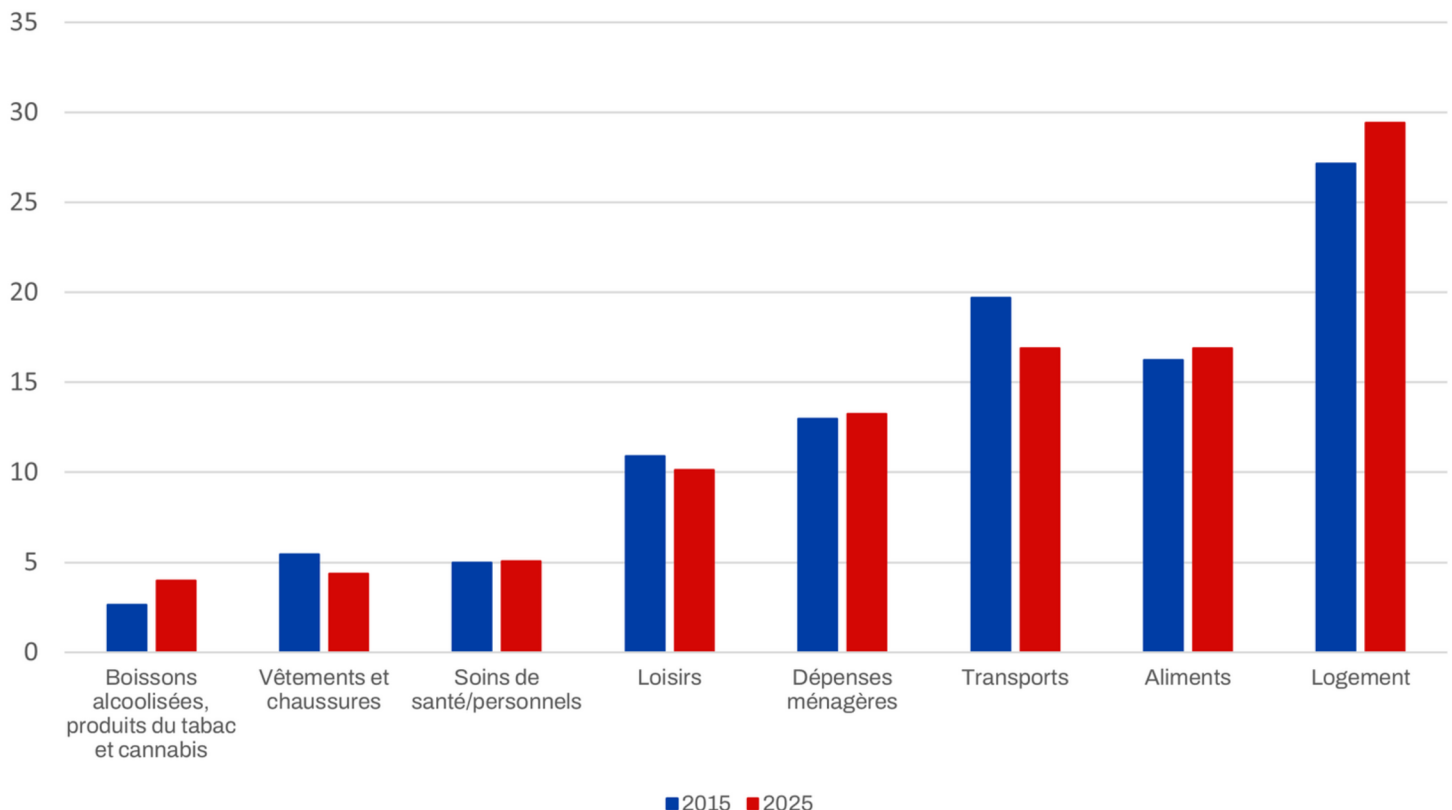
En dix ans, le logement et l'alimentation ont pris une importance croissante dans le panier de l'IPC, atteignant ensemble près de la moitié du budget type de consommation des ménages. Dans le même temps, les postes plus discrétionnaires comme les vêtements, les loisirs et même le transport perdent du terrain. Cette évolution souligne un enjeu de politique publique majeur : tant que l'offre de logements et la sécurité alimentaire demeurent sous pression, l'inflation canadienne restera étroitement liée à ces besoins essentiels.



Catherine St-Pierre
Analyste en services-conseils

Pondération du panier de biens et services des consommateurs

2015 et 2025, au Canada



Inflation

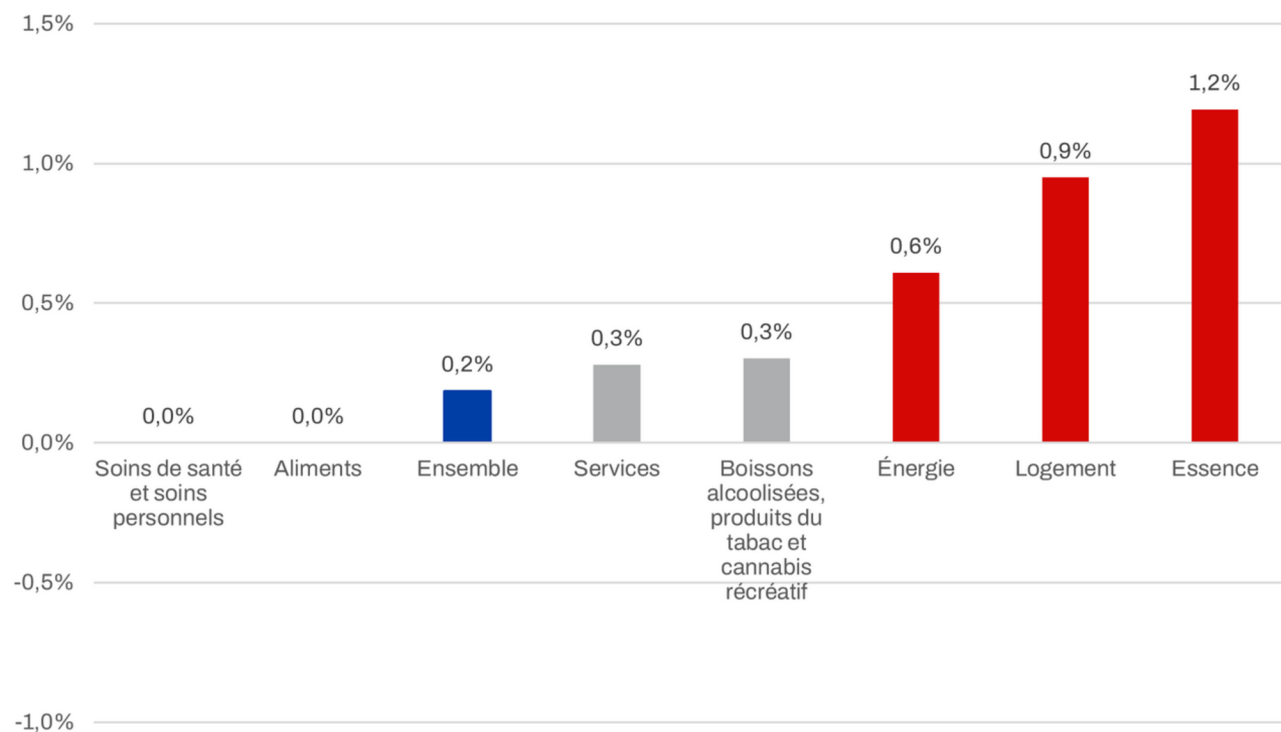
Inflation québécoise

Au Québec, l'IPC a progressé de 0,2 % entre juillet et août 2025. Cette hausse mensuelle s'explique surtout par la forte croissance des coûts de logement (+0,9 %), notamment les loyers et les frais liés aux intérêts hypothécaires. Les prix des aliments sont demeurés stables, tandis que les transports ont légèrement reculé (-0,2 %), freinés par une baisse persistante de la demande malgré un léger rebond de l'essence.

Les services de santé et soins personnels sont restés inchangés, de même que plusieurs postes discrétionnaires comme les loisirs. Dans l'ensemble, l'inflation au Québec demeure tirée par les dépenses de base, en particulier le logement, alors que les biens de consommation courante et les loisirs exercent peu de pression à court terme.

Inflation annuelle au Québec

Selon la catégorie de biens et services, août 2024 à août 2025, en %



Taux de chômage

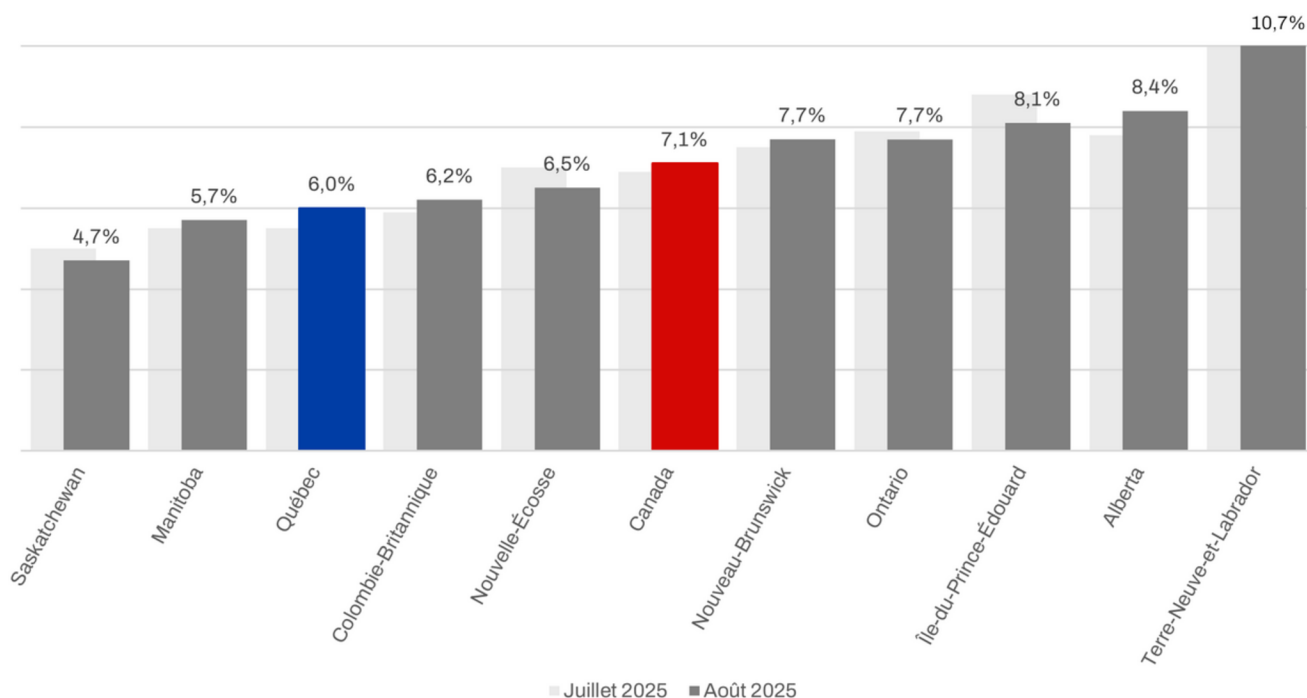
En juillet, le taux de chômage canadien est resté identique au mois précédent, s'établissant à 6,9 %.

Le Québec a été la province ayant connue la plus forte baisse de -0,8 p. p. depuis juin. Cette diminution s'explique en partie par la chute du taux d'activité de -1,2 p. p. sur la même période.



Taux de chômage par province

Août 2025, en %



Marchés boursiers

Au cours des derniers mois, le S&P 500 a continué de surprendre par sa résilience malgré les incertitudes macroéconomiques. En août 2025, l'indice a enregistré une progression d'environ +4,8 %, ce qui porte son rendement cumulé depuis le début de l'année à près de +16,6 %.

Cette hausse a été alimentée par plusieurs catalyseurs : d'abord, les résultats trimestriels de nombreuses grandes entreprises ont dépassé les attentes, soulevant l'enthousiasme des marchés. Ensuite, l'anticipation d'assouplissements monétaires, notamment une possible réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, renforce l'appétit pour les actions.

Cependant, la progression n'a pas été uniforme : certains secteurs technologiques ou liés à l'innovation demeurent les moteurs principaux, tandis que d'autres se montrent plus volatils, freinés par les pressions inflationnistes et les inquiétudes autour des coûts d'emprunt. Dans l'ensemble, le S&P 500 semble bien positionné pour maintenir son élan, à condition que les indicateurs d'inflation restent sous contrôle et que les banques centrales adoptent une politique équilibrée entre soutien à la croissance et maîtrise des prix.

Marchés boursiers au 31 août 2025

| Rendement (%) | 1 mois | AAD | 1 an | 5 ans | 10 ans |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| ACTIONS | | | | | |
| S&P/TSX | 4.80% | 16.60% | 24.70% | 14.90% | 11.10% |
| S&P 500 | 2.00% | 10.80% | 15.90% | 14.70% | 14.60% |
| NASDAQ 100 | 0.80% | 11.40% | 19.60% | 14.10% | 18.50% |
| MSCI – EAFE | 3.50% | 17.20% | 16.00% | 11.30% | 7.70% |
| REVENU FIXE | | | | | |
| Indice des obligations universelles FTSE Canada | 0.40% | 1.10% | 3.00% | -0.50% | 1.80% |

SOURCE | LSEG, Mallette.

Taux de change

Le taux de change du dollar canadien a poursuivi sa trajectoire hésitante au cours de l'été 2025.

Après avoir oscillé autour de 0,73 \$ US en juillet, le huard s'est légèrement raffermi en août, porté par la stabilisation des prix du pétrole et l'anticipation d'un assouplissement monétaire plus rapide de la Réserve fédérale que de la Banque du Canada. La décision de cette dernière de ramener son taux directeur à 2,50 % a toutefois limité le potentiel de rebond, car l'écart de rendement entre le Canada et les États-Unis demeure restreint.

Depuis un an, le dollar canadien a perdu environ 2 % de sa valeur face au billet vert, reflétant à la fois les incertitudes sur la croissance mondiale et la volatilité des prix de l'énergie. Cette faiblesse relative du huard soutient la compétitivité des exportateurs canadiens, mais accroît les pressions sur les importations et le coût de la vie.

À court terme, l'évolution du taux de change dépendra surtout de la trajectoire des politiques monétaires nord-américaines et des tendances sur les marchés de l'énergie, deux facteurs qui continueront d'animer la volatilité du huard d'ici la fin de l'année.



Pétrole brut

Le prix du pétrole brut a légèrement reculé à la fin août 2025, le Brent s'échangeant autour de 67 \$ US et le WTI à 64 \$ US. Cette baisse reflète une offre mondiale en hausse et une demande plus faible qu'anticipée, notamment en Asie.

Pour le Canada, cette tendance exerce une double influence. D'un côté, des prix plus bas limitent les revenus énergétiques de l'Ouest canadien et pèsent sur l'investissement dans le secteur pétrolier. De l'autre, la modération des prix du brut se traduit par un certain répit à la pompe pour les ménages et les entreprises, réduisant la pression sur l'inflation.

Au Québec, qui importe son pétrole, cette évolution agit comme un stabilisateur. Elle contribue à freiner les coûts de transport et à limiter la volatilité du prix de l'essence, même si les marges de raffinage et les taxes demeurent des facteurs clés.

Dans un contexte où le logement et l'alimentation pèsent déjà lourd dans le panier de consommation, un pétrole moins cher offre un soulagement bienvenu pour le pouvoir d'achat.

